***Mondialisation* : du discours syndical à celui d'ATTAC**

Globalisation: from trade unions' discourse to ATTAC's discourse

Mundialización : desde el discurso sindical hasta el discurso de ATTAC

Josette Lefèvre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/8033>

DOI : 10.4000/mots.8033

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 41-65

ISBN : 2-84788-027-5

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Josette Lefèvre, « *Mondialisation* : du discours syndical à celui d'ATTAC », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 71 | 2003, mis en ligne le 05 mai 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/8033> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.8033>

Josette LEFEVRE[°]

Mondialisation : du discours syndical à celui d'ATTAC

Ce système d'aliénation, d'exploitation et de domination s'étend au plan mondial. L'impérialisme ne se limite plus à l'exploitation des ressources de matières premières ou de force de travail. Il est de plus en plus un impérialisme culturel, car il faut faire désirer les produits des pays « avancés » pour pouvoir ensuite les vendre dans les pays du Tiers-Monde (CFDT70).

Les gouvernements, qui ne dominent plus les mécanismes, tentent aussi de retarder l'inévitable mise en cause de l'économie capitaliste privée ou d'État qui, par la voie de la concentration internationale toujours plus poussée et de ses consécutives positions dominantes sur les marchés mondiaux, aggrave les inégalités de situation, de fortune et de développement entre les nations et les hommes (FO77).

Dans un monde où sévit la famine, la misère, l'exclusion, ne faut-il pas contribuer à dégager des choix, des moyens en faveur du développement social de l'humanité ? Ne faut-il pas s'attaquer concrètement aux obstacles qui se dressent et se multiplient face à l'ardente obligation de codéveloppement planétaire ? (CGT95).

Histoires de lexies

Il était une fois une lexie, *nouvel ordre économique international*, qui, dans les années 1970 à la CFDT, rassemblait autour d'un même objectif revendicatif les luttes des peuples du Tiers-Monde pour leur libération politique et économique et les mouvements de contestation des pays développés pour « changer la société ». Réintroduite dans une résolution de 1995, elle est dépouillée de son qualificatif *international* : « Un monde déstabilisé à la recherche d'un nouvel ordre économique », tel est le titre du chapitre.

Dans ces années-là, la lexie existe aussi à la CGT mais s'énonce *nou-*

[°] CNRS,UMR 6054 CURAPP-UPJV Amiens.

vel ordre économique mondial (1978). Par la suite, son usage augmente : *nouvel ordre économique international* (et deux variantes *nouvel ordre économique et politique international* et *nouvel ordre économique, social et politique international*) s'impose, là aussi, fréquemment. Ce succès donne même lieu à siglaison, *NOEI*, à partir de 1985 (*nouvel ordre économique mondial* va toutefois coexister jusqu'en 1989). C'est en 1992 qu'elle s'efface devant un *nouvel ordre*, menaçant celui-là : « Au nom de l'instauration d'un nouvel ordre mondial, les États-Unis cherchent à imposer leur ordre, celui de la toute puissance militaire, de l'argent-roi, de la force contre les intérêts des peuples ».

Répertoriée quatre fois à FO, mais jamais à l'identique, la lexie ne dure que l'espace de deux congrès. Elle se présente d'abord sous la forme, *nouvel ordre économique international* :

C'est pourquoi la CGT-Force-Ouvrière souscrit à l'action engagée par la CISL pour la réalisation d'un nouvel ordre économique international visant la sécurité économique et la justice sociale. Elle milite avec elle pour que les organisations internationales, nées au lendemain des deux grandes guerres mondiales, répondent enfin à leur vocation, assument leurs missions et retrouvent moyens et autorité nécessaires (FO77).

Puis *mondial* se substitue à *international* et *social* se joint à *économique* : *nouvel ordre social et économique mondial* (FO77), *nouvel ordre économique et social mondial concerté et plus solidaire* (FO80), *nouvel ordre économique et social mondial* (FO80).

La CFTC, qui passe à côté d'elle pendant toutes ces années, la fait renaître en 1996 :

La CFTC à l'instar de la Confédération Mondiale du Travail, estime qu'il y a lieu d'établir progressivement, par la coopération entre les pays, un ordre économique mondial alternatif, tant sur le plan économique que sur le plan social, sous une formule rajeunie, l'idée semble regermer... d'un autre monde à construire.

À relire et à redécouvrir ces textes de résolutions syndicales, textes amendés, âprement combattus ou défendus puis votés, adoptés, parfois avec une courte majorité, ou rejetés, à la recherche d'attestations, d'usages ou de contextes plus larges pour en saisir tout le sens, on perçoit l'énergie et la générosité militantes que ces mots portent en eux, toute la raison aussi. Mots conquis, mots bousculés, mots abandonnés. Les mots voyagent. Et si depuis une quinzaine d'années le mot *mondialisation* est à la mode, est-ce pour dire seulement un processus économique nouveau ? C'est l'objet de cet article que d'essayer de répondre à cette question.

Pour cela, nous allons nous plonger dans les contextes d'emploi du terme *mondialisation* présents dans le corpus syndical des résolutions de congrès, en remontant dans le temps si besoin, suivant le cheminement de formes déterminantes pour la compréhension de la thématique étudiée. La curiosité nous a poussée à aller voir du côté du discours dit antimondialiste comment le mot *mondialisation* y était utilisé, à en répertorier les créations lexicales, les figements avérés ou en cours. Nous verrons si ces analyses lexicales permettent d'établir des convergences entre les discours des différents acteurs.

Le discours syndical

Le corpus «SYND»¹ est constitué de toutes les résolutions votées en congrès confédéraux par les quatre organisations syndicales françaises ouvrières représentatives, interprofessionnelles et intercatégorielles, que sont la CFDT, la CFTC, la CGT et Force ouvrière, entre 1970 et 2002². Ce qui représente un corpus de 1 015 407 occurrences pour 19 248 formes.

L'analyse lexicale mise en œuvre repose sur l'étude lexicométrique de ce corpus clos, représentatif et homogène. Les outils utilisés pour cette étude concernent :

- d'une part la réorganisation formelle de la séquence textuelle (index hiérarchique, segments répétés, concordances, études contextuelles plus larges)
- d'autre part, la statistique de vocabulaire avec la méthode des spécificités lexicales³.

La Confédération française démocratique du travail

Dans le corpus CFDT 1970-2002, la première attestation de la forme *mondialisation* se recense au congrès de 1988 avec la lexie *mondialisation de l'économie*. Contrairement à bon nombre d'emplois extra-syndicaux des années 1950 à 1960, où *mondialisation* présente un caractère

1. La constitution de ce corpus a commencé au Laboratoire de Lexicométrie et Textes politique de l'ENS de Saint-Cloud en 1975. Ce travail d'archivage textuel a continué depuis. Le projet devrait remonter jusqu'aux premiers textes votés en congrès.

2. Sites des confédérations : <http://www.cfdt.fr>, <http://www.cftc.fr>, <http://www.cgt.fr>, <http://www.force-ouvriere.fr>

3. Pour cette étude nous avons utilisé le logiciel LEXICO2 pour Windows réalisé par A. Salem (Syled, Sorbonne Nouvelle, Paris 3).

tout à fait neutre ou résolument positif⁴, son contexte à la CFDT est négatif, la centrale met en évidence l'absence de pouvoirs politiques en capacité d'imposer des règles aux entreprises.

La mondialisation de l'économie s'est renforcée, la coopération entre gouvernements n'est pas allée jusqu'à impulser une stratégie concertée de croissance mondiale. Au contraire, les politiques de dérégulation monétaire et financière et les intérêts internationaux des entreprises rendent plus difficile la maîtrise des évolutions. Les pays du Tiers-Monde en sont les premières victimes, avec l'appauvrissement des pays les moins avancés et l'endettement des pays en voie d'industrialisation (CFDT88).

C'est à cette période que la centrale abandonne toute référence au système capitaliste. Les deux dernières occurrences de la forme *capitaliste* (F=93) sont relevées en 1988. Absente de ce congrès, la forme *capitalisme* (F=67) est attestée une dernière fois en 1992, dans un contexte où il s'agit de combattre les « excès du capitalisme » engendrés par le *libéralisme économique*. Du congrès de 1985 à celui de 1995 la famille *libéral* remplace la famille *capitalisme/te*, puis disparaît à son tour des résolutions des deux derniers congrès. Notons que l'usage du terme n'est pas nouveau à la CFDT, *libéralisme* est attesté en 1970 et *libéralisme économique* en 1973, il cohabite alors avec *capitalisme*. C'est aussi à partir de 1988 que l'adjectif *mondial* (*économie mondiale*, *croissance mondiale*) voit son emploi basculer dans le lexique économique.

Le terme *mondialisation* est absent des résolutions de congrès en 1992. L'heure est d'abord européenne, les résolutions décrivent une Europe sociale en gestation et commentent l'instauration d'un dialogue social entre la CES⁵ et l'Unice⁶ via les Avis communs. *Flexibilité*, *ARTT*⁷, *com-*

4. M. Tournier nous indique qu'on trouve dans les années 1950 un tel emploi positif, qualifié de mythe chez Tchakhotine : « En relation avec ce mythe [il s'agit du pacifisme], un autre, plus récent, se développe peu à peu dans le monde entier : c'est le mythe du Monde uni, le mythe supra-national. Le geste de G. Davis, le premier "citoyen du monde", ainsi que la "mondialisation" des communes dans les divers pays, l'activité du Service Civil Volontaire International sur les chantiers de reconstruction, contribuent efficacement à l'établissement et à la divulgation de ce mythe de l'avenir pacifique » (S. Tchakhotine, 1968, *Le viol des foules par la propagande politique*, rééd. 1952, Paris, NRF-Gallimard, p. 542).

5. Confédération européenne des syndicats. Lire C. Gobin dans ce numéro et 2002, « La difficile construction d'un syndicalisme transnational. Le cas de la Confédération européenne des syndicats. », dans T. Régis, S. Wolikow (dir), *Les syndicalismes en Europe. À l'épreuve de l'International*, Paris, Syllepse, p. 147-160.

6. Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe.

7. Aménagement et réduction du temps de travail.

pétitivité des entreprises et adaptabilité de l'emploi sont les maîtres mots pour construire un espace européen en mesure d'affronter la concurrence internationale.

Avec quatre occurrences en 1995 dans deux lexies *mondialisation de l'économie* (3 occ.) et *mondialisation des relations économiques*, ce processus, incontournable, est appréhendé comme bénéfique à plus ou moins long terme selon les conditions de sa réalisation :

La mondialisation de l'économie conduit à penser et à agir autrement : l'argent, les technologies, les communications, les entreprises, la production de biens comme de services, les modes d'organisation n'ont plus de frontières. La mondialisation de l'économie, l'ampleur et la vitesse des échanges constituent autant de phénomènes irréversibles. La concurrence accrue, y compris entre les systèmes sociaux, et la compétitivité sont au cœur de l'affrontement économique. L'intégration de la France à l'économie mondiale s'est rapidement et fortement accentuée. Au-delà des difficultés de cette mutation, particulièrement sensible dans des pans entiers de notre économie et des conséquences pour les salariés concernés, la France a globalement bénéficié de cette évolution (CFDT95).

Avec cette approche, les avantages l'emportent sur les inconvénients, du moins pour les pays industrialisés modernisés et adaptés. Dans le sillage de *mondialisation* se découvre un ensemble de lexies agissant sur deux niveaux : elles servent aussi bien à nommer les résultats escomptés par l'affichage d'objectifs sociaux régulateurs qu'à dédramatiser le mouvement de transformation à l'œuvre dans la sphère du travail : *performance économique, développement économique, cohésion sociale, monde plus solidaire, mutation économique, mutations, organisation du travail, clauses sociales, échanges commerciaux, renforcement de l'Organisation mondiale du commerce, normes de travail, droits sociaux fondamentaux, protection de l'environnement, compétitivité globale, croissance, redistribution des richesses, création d'emplois...* Et si des effets pervers sont pointés (*baisse du coût du travail, délocalisation d'activités, économie en main-d'œuvre, inégalités, exclusion...*), ceux-ci peuvent être gérés socialement si l'on ne s'engouffre pas dans « l'impasse de la réponse libérale » et du « modèle américain ». Au total, la dynamique ainsi créée ne peut être que bénéfique à plus ou moins long terme.

Entre l'entreprise-reine et l'interventionnisme social, la CFDT s'engage dans une troisième voie, celle d'une rénovation du système des relations professionnelles afin de maîtriser les mutations en cours, avec une « reconnaissance de la fonction économique de l'entreprise », à charge

pour celle-ci de remplir ses «responsabilités à l'égard de la société», notamment en terme d'emplois.

À cette approche de la mondialisation, la CFDT accroche la question du rôle de l'État-providence et de la nature de ses interventions. Pour la centrale, le renouvellement des modes d'actions publiques, tant au niveau de l'État que des collectivités territoriales, doit être analysé dans le cadre de la construction d'un espace politique européen :

Compte-tenu des enjeux nouveaux créés par l'Union européenne et la mondialisation des relations économiques, la CFDT précisera à partir de l'expérience de ses organisations, ses positions sur les critères, les outils et les modes d'intervention économiques de l'État (CFDT95).

En nette augmentation au congrès de 1998 avec dix-neuf occurrences dont dix-huit en emploi absolu, *mondialisation* est parfois qualifiée avec les adjectifs *ordonnée et solidaire, maitrisée, non maitrisée*. Une seule lexie : *mondialisation des échanges*. La forme apparaît dix-sept fois dans une résolution spécifique intitulée : «Le syndicalisme face au défi de la mondialisation» qui comporte trois divisions : «La société française et la mondialisation», « Pour un développement solidaire», « L'Europe, un espace de référence pour les Européens, un moyen de progresser vers une mondialisation maitrisée». C'est dans cette même résolution que les trois occurrences d'*internationalisation* et les deux occurrences de *globalisation financière* du corpus CFDT s'intègrent. On note également dans ce congrès une forte remontée d'*international* en baisse depuis le congrès de 1982⁸, dont les flexions concourent à forger les lexies entrant dans la thématique : *international* qualifie : *mouvement syndical, droit, système monétaire et financier*; *internationale* : *concurrence, scène, instabilité, coopération, mobilité*; *internationales* : *nouvelles règles, institutions, coopérations, conventions, normes*; *internationaux* : *engagements, instruments, capitaux, accords*. L'adjectif est technique, à la limite géographique.

Tout en considérant que nombre de craintes sont justifiées («chômage», « exclusion», « écarts entre les pays développés et les pays-laissés-pour-compte par le développement des échanges»), la résolution présente la mondialisation comme une donnée de fait, sans alternative après la chute des régimes communistes, donnée qu'il faut certes maitriser et réguler, mais qui s'avère indispensable au maintien de la paix dans un monde devenu instable : *conflits locaux, nationalismes, tensions, cor-*

8. G. Groux, 1990, «La CFDT et la question internationale» dans G. Devin (dir.), *Syndicalisme : dimension internationale*, La Garenne Colombe, Erasme, p. 359-380.

ruption, extrémisme politique ou religieux. Elle est aussi un moyen d'exporter grâce à l'intensification des échanges économiques et aux nouvelles relations politiques mises en place (coopération politique, internationalisation économique, globalisation financière⁹ et interdépendance renforcée des économies, internationalisation accrue des entreprises) les valeurs démocratiques des pays occidentaux : liberté, émancipation, démocratie, équité, développement durable et solidaire.

Qu'il s'agisse de la place de la France dans le monde, de la question du développement à l'échelle mondiale ou du rôle de l'Europe, le discours tenu dans chacune des parties est résolument positif. Face à la concurrence mondiale, la France doit entreprendre des réformes (*réforme des prélèvements obligatoires, du financement de la protection sociale, de la fiscalité, de l'impôt sur les revenus*) et se moderniser (*intégration européenne, aménagement du territoire, nouveaux espaces de négociations, mutations du travail et de l'emploi, performance, qualité, fiabilité...*) pour profiter de la mondialisation :

La mondialisation est une opportunité de croissance supplémentaire et de créations d'emplois à condition de pratiquer une politique sectorielle, commerciale et sociale adaptée à la nouvelle phase de l'économie mondiale (CFDT98).

Pour les pays du Sud, la mondialisation est «un moteur de croissance» générant une dynamique de développement qui doit être organisée pour apporter *développement durable, libertés démocratiques, satisfaction des besoins essentiels, coopération solidaire, droits fondamentaux de l'homme au travail.*

Toutes les lexies répertoriées dans cette partie concourent à convaincre qu'une «mondialisation ordonnée et solidaire» est une opportunité non seulement de croissance économique mais aussi d'avancée démocratique à l'échelle du monde : *nouvelles règles internationales sur les droits de l'homme, normes sociales fondamentales, campagne mondiale contre le travail des enfants, protection de l'environnement, développement durable, intervention humanitaire, mouvement syndical international, maîtrise de la mondialisation, dimension sociale du développement, rôle normatif de l'OIT (FMI, OMC)¹⁰, rénovation des politiques publiques,*

9. Le terme *globalisation* n'est attesté dans ce sens que trois fois dans le corpus syndical : avec la lexie *globalisation financière* deux fois dans CFDT98 et dans le syntagme *sur fond de globalisation* dans CFTC99.

10. Organisation internationale du travail. Fonds monétaire international. Organisation mondiale du commerce.

développement mondial équilibré, approche tripartite et concertée des coopérations internationales portant sur les relations sociales, conventions internationales clés de l'OIT, et enfin émergence d'une opinion citoyenne à l'échelle mondiale. Pour faire face à la globalisation financière seraient mis en place des instruments internationaux de sécurité économique et financière, une taxation des mouvements de capitaux internationaux spéculatifs, et établi un « renforcement des accords internationaux sur les investissements et les échanges qui intègrent les clauses sociales et environnementales ».

La citation ci-dessous résume bien l'ambition syndicale de cette résolution adoptée au Congrès de Lille en 1998 :

Non maîtrisée, la mondialisation accroît les risques d'une remise en cause des droits sociaux dans les pays développés en même temps qu'elle déstabilise les pays émergents et que la misère dans les pays du Sud s'accroît. La mondialisation ne doit pas se réduire à un processus de libéralisation assorti d'une simple surveillance des règles de concurrence et d'une gestion « au bord du gouffre » des conflits et des crises. La CFDT affirme qu'il est possible d'agir pour infléchir ces évolutions en cours au service d'une mondialisation ordonnée et solidaire.

Le volet européen de la résolution confirme la forte implication de la confédération dans la construction européenne (*transferts de souveraineté nécessaires, renforcement de la dimension politique de l'UE, intégration fédérale de la future Europe, cohésion économique et sociale, valeurs sociales communes, harmonisation des législations sociales...*), et son souci de faire de l'Europe un *modèle socio-économique (rapports marchands + État-providence + dialogue social)* pour « construire une réponse au défi de la mondialisation ».

Aucune résolution n'aborde cette question au 45^e Congrès qui s'est tenu en mai 2002 à Nantes. Le terme *international* ne se présente qu'une fois dans *textes internationaux*. Les occurrences de *mondialisation, mondiale* et *monde* concernent la dimension européenne suite à *l'accélération de la mondialisation*. C'est dans un dépliant de différentes couleurs, très « com », que le sujet est traité, reprenant les positions développées dans la résolution spécifique du Congrès de Lille. Cette « Déclaration CFDT » intitulée « Le monde que nous voulons » n'a pas le statut de résolution car elle n'est ni amendable ni soumise au vote des congressistes. On peut s'interroger sur ce choix confédéral, d'autant que la CFDT participait au Forum syndical mondial lors du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2002, et que l'on pouvait dès lors s'attendre à un appro-

fondissement de la réflexion confédérale sur la question de l'action syndicale internationale et de ses alliances, suite à l'ampleur des luttes contre la mondialisation libérale depuis 1998.

La Confédération française des travailleurs chrétiens

La CFTC utilise à quinze reprises *mondialisation*, avec une première attestation en 1990, et la forme figure dans tous les congrès suivants.

C'est dans un paragraphe intitulé «Une éthique du développement» que se trouve le syntagme *mondialisation des échanges et des opérations monétaires* (1990). La CFTC prévient que la situation créée par l'absence de *finalité sociale* d'une économie conduite par des *mécanismes aveugles* est dangereuse, qu'elle engendre : *accroissement des inégalités, création d'îlots de pauvreté, déshumanisation des rapports humains et des conditions de vie.*

Mondialisation de l'économie et mondialisation du marché sont les lexies attestées aux congrès de 1993 et 1996. Les cinq occurrences se rencontrent dans des contextes qui soulignent les dégâts humains engendrés par le libéralisme devenu «seul maître à bord».

Contextes d'une mondialisation de l'économie sans foi ni loi qui font passer les militants de la confédération d'un univers d'horreurs économiques : *guerre économique entre les pays riches, la planète est un vaste marché où la raison du plus fort est nécessairement la meilleure, l'offensive patronale contre la réglementation sociale s'organise au niveau mondial, les capitaux circulent sans délai et sans contrôle à travers le monde, rigueur monétaire élevée au niveau d'un dogme rassure la bourse mais blesse le monde du travail...*, à la prise de conscience d'un désastre humanitaire avec l'atteinte aux droits les plus élémentaires que constitue le travail forcé des enfants vendus par leur famille pour survivre : «Les peuples des pays en voie d'industrialisation sont soumis à une nouvelle colonisation par l'argent. L'exploitation des enfants en est le triste révélateur» (CFTC96).

Toutefois, ce n'est pas le processus en lui-même qui pose problème, mais les conditions de sa réalisation, déclare la centrale chrétienne :

La mondialisation de l'économie s'est imposée. De nombreux pays accèdent à la compétition économique mondiale, ce qui peut être une chance pour leur développement, mais se réalise dans des conditions redoutables. Le faible coût de main-d'œuvre, l'absence de protection sociale et le non-respect des droits fondamentaux sont entretenus, voire revendiqués pour maintenir l'avantage concurrentiel (CFTC96).

Avec neuf occurrences en 1999, dont sept en emploi absolu, l'environnement lexical reste marqué par la condamnation du *libéralisme triomphant* : « l'économisme libéral est un système politique déshumanisant ». En martelant le slogan « humaniser la mondialisation et mondialiser la solidarité », la CFTC conforte ses militants dans l'idée qu'il faut imposer des normes sociales et faire respecter les conventions internationales afin de limiter la toute-puissance de cette économie mercantile :

Avant que ne s'ouvre la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), avec l'internationalisation croissante des échanges économiques et alors que la mondialisation des capitaux veut dicter la loi du seul profit, la CFTC affirme que ce phénomène doit pouvoir être encadré et conduit (CFTC99).

La Confédération générale du travail

Le corpus des résolutions CGT ne compte que cinq occurrences de *mondialisation*. Le mot fait son apparition en 1989 au 43^e Congrès confédéral avec la lexie *mondialisation des entreprises*. Il faut attendre dix ans et le 46^e Congrès pour le voir refaire surface, cette fois en emploi absolu.

En 1989, la politique de braderie des entreprises françaises pour satisfaire aux exigences européennes est dénoncée, la dimension européenne étant perçue comme l'élément majeur du processus de libéralisation de l'économie française. La CGT oppose le *potentiel national*, les *entreprises nationalisées*, à la *recherche du profit* et à la *mondialisation des entreprises* dans le cadre de la logique d'intégration européenne¹¹.

Les entreprises nationalisées ont été utilisées comme fer de lance de la politique d'austérité et ont fait l'objet d'un programme de privatisations pour accentuer encore la recherche du profit, l'intégration européenne et la mondialisation des entreprises (CGT89).

Au Congrès de 1999, la CGT intègre la thématique mondiale dans une réflexion sur la notion de progrès. Les quatre occurrences de *mondialisation* se situent dans la résolution « Vers un nouveau progrès social », dont trois dans le chapitre « Promouvoir un développement durable » et une dans « La démocratie de l'entreprise et les relations de travail ». La CGT nous livre la définition suivante :

La mondialisation n'est pas seulement le développement des échanges. Elle est internationalisation de la finance, de l'information, de la production. Mais ce processus se développe dans une guerre économique sans pitié. On fait craindre

11. Les formes majeures du discours syndical français sont étudiées dans : A.-M. Hetzel,

aux salariés la concurrence des pays du Tiers-Monde en voie d'industrialisation. Mais ne nous trompons pas, leur essor démographique offre aussi des opportunités de débouchés, et donc d'emplois, pour peu qu'ils puissent se développer.

Parce que ce ne sont pas les seuls critères financiers qui doivent dominer le monde, la CGT se prononce pour une maîtrise et une réorientation du développement, pour l'imposition de « la norme sociale » dans tous les domaines d'activité. *Progrès social, éthique, développement durable, environnement, sécurité collective, paix* sont les mots qui, avec *hommes, femmes et travail* façonnent cette résolution. « Les hommes, les femmes, leur travail ne sont pas des marchandises », annonce ce sous-titre.

Qu'il s'agisse de la démocratie dans ou hors de l'entreprise, des comités d'entreprise et des institutions représentatives des personnels, le cahier revendicatif de la CGT couvre l'ensemble des niveaux d'intervention des salariés (notamment européen, la CGT devant rejoindre la CES quelques mois plus tard après des années d'attente). La dimension mondiale de l'action syndicale¹² passe nécessairement par le niveau européen, position qui s'affirme par la réitération du syntagme *en Europe et dans le monde* :

coopérer syndicalement en Europe et dans le monde
coopérations en Europe et dans le monde
conditions d'actions larges et communes en Europe et dans le monde

C'est à ce Congrès de Strasbourg que la CGT fait sienne la lexie *développement durable* (4 occ.). Sous l'intitulé « Promouvoir un développement durable », la centrale entend montrer que ses propositions d'action à l'échelle supranationale ne s'opposent pas à la mondialisation mais présentent des alternatives aux politiques libérales :

Changements technologiques, mondialisation, besoin de préserver l'environnement ne sont pas les véritables causes du chômage. Ces données nécessitent de nouveaux choix sociaux, économiques et de gestion (CGT99).

Tout en s'en tenant à un strict registre syndical, la CGT ajuste ses lexies au champ revendicatif mondial : *normes sociales internationales, normes sociales de développement, normes de santé publique mondiale, normes d'environnement et de santé publique mondiale...*

J. Lefèvre, R. Mouriaux, M. Tournier, 1998, *Le syndicalisme à mots découverts – Dictionnaire des fréquences (1971-1990)*, Paris, Syllepse, 350 p.

12. On lira avec intérêt un ouvrage collectif récent sur la question : A. Fouquet, U. Rehfeldt, S. Le Roux (coord.), 2000, *Le syndicalisme dans la mondialisation*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 237 p.

L'exploitation des enfants au travail est une réalité insupportable. Les firmes transnationales surexploitent une main-d'œuvre disponible à bas prix et dévalorisent les compétences. « Travail au noir », travail informel s'étendent partout dans le monde. Les divers plans d'ajustement, les charges de la dette poussent à la remise en cause des législations, voire à la dislocation des états, on assiste à la multiplication des zones franches, à des dérives mafieuses et à des conflits dramatiques. D'où le besoin d'un système de normes sociales internationales comportant à la fois des droits fondamentaux, des droits sociaux et des normes sociales de développement (CGT99).

La prise en compte de la dimension supranationale a toujours existé dans le mouvement syndical, ainsi l'emploi par la CGT du mot *internationalisation* (13 occ. alors que *mondialisation* n'en compte que 5) ne date pas d'aujourd'hui. Dès le Congrès de 1972, on relève la lexie *internationalisation de la production*, puis en 1978 *internationalisation du capital et de la production*. Et si le mot réapparaît, après une éclipse en 1995, au Congrès de 1999 dans *internationalisation de la finance*, on peut voir dans cette formule figée d'un texte de résolution de 1975 : *internationalisation de l'exploitation des travailleurs par les sociétés multinationales*, comme une première description du processus aujourd'hui désigné sous le vocable *mondialisation*. Attesté dans tous les congrès tenus depuis 1972, l'adjectif *multinationales* (F = 80), se substantive quand il ne qualifie pas *sociétés*, *firmes* ou *entreprises*. Avec lui se forgent dans un langage clair et précis les lexies produites par la réflexion confédérale. L'importance du phénomène conduit la CGT à en souligner tous les aspects comme le montrent les exemples de la liste chronologique suivante :

- les sociétés multinationales connaissent une rapide extension (CGT72)
- place prépondérante des sociétés multinationales dans l'ensemble du monde capitaliste (CGT75)
- activité dominatrice des firmes multinationales (CGT75)
- rentabilité à court terme des firmes multinationales (CGT78)
- transfert de fonds publics vers les multinationales (CGT78)
- mainmise des multinationales sur l'essentiel des moyens de production (CGT82)
- exclusivement au profit des entreprises multinationales maîtres du marché mondial (CGT82)
- la loi du dollar roi, la loi des multinationales (CGT85)
- pillage des sociétés multinationales (CGT85)
- sociétés éclatées dont le capital et les multinationales ont besoin (CGT89)
- énormes profits pour les multinationales au détriment de l'indépendance nationale (CGT89)
- intégration européenne au service des multinationales (CGT89)

- diktats des multinationales (CGT92)
- la crise a profondément bouleversé les relations entre les pays et les régions du monde du fait du libéralisme, des firmes multinationales, du FMI, de la Banque mondiale, des puissances financières (CGT95)
- l'appétit des firmes multinationales, la volonté hégémonique des USA appellent à l'action (CGT99).

L'arrivée en force de la lexie *sociétés transnationales* dans les résolutions du Congrès de 1982 vient étayer la démonstration. Présente soixante-douze fois, *transnationales* est d'usage intensif en 1985 et 1989 avec les lexies *sociétés transnationales*, *firmes transnationales*, *entreprises transnationales*, *grandes sociétés capitalistes transnationales*, et la substantivation *transnationales*. Son contexte d'emploi (notamment entre 1982 et 1989) est didactiquement péjoratif: *prétentions hégémoniques des transnationales*, *soumission aux exigences des transnationales*, *domination des transnationales des pays capitalistes*, *activité néfaste et dominatrice des sociétés transnationales*, *pillage et domination des transnationales*, un titre de chapitre d'une résolution s'intitule même «Combattre le rôle nocif des sociétés transnationales».

Son usage diminue par la suite. La forme n'est pas utilisée en 1992, puis revient avec deux attestations en 1995 et en 1999 :

Les organisations syndicales comme d'autres forces sociales, s'insurgent face aux politiques néo-libérales favorables aux sociétés transnationales imposées par la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'Organisation de la Coopération et du Développement Économique (OCDE) (CGT99).

Les formes *capitaliste* (F = 165), *capitalistes* (F = 149) et *capitalisme* (F = 61) sont en sous-emploi par rapport aux décennies 1970 et 1980. L'adjectif pluriel qui servait majoritairement de qualificatif à *pays* disparaît en 1992. Le monde n'est plus bipolaire. Seuls *capitaliste* (1 occ.) et *capitalisme* (2 occ.) subsistent en 1999. Et, devant l'emprise du système de production capitaliste, la CGT de s'interroger sur les réponses à imaginer: «Comment faire dans une société où dominent les contraintes du capitalisme?» (CGT99).

Force Ouvrière

La CGT-FO n'utilise que de la lexie *mondialisation de l'économie* dans ses résolutions de congrès entre 1971 et 2000 (deux fois en 1996 et une fois en 2000). Pour elle, le terme *mondialisation* est utilisé pour masquer

le caractère capitaliste et libéral du développement économique à l'échelle internationale, et pour occulter les rapports de domination entre les pays. Il y a par conséquent un rejet assumé de son usage.

Lorsque la lexie est employée, c'est dans des contextes qui resituent à chaque fois le processus dans un cadre bien déterminé, celui du système capitaliste (*déréglementation généralisée, liberté totale de circulation des capitaux, soumission du social à la rentabilité financière, dilution-régression de la démocratie, accroissement des inégalités*), système que, pour FO, le syndicalisme doit combattre et non réguler.

La CGT-Force-Ouvrière n'ignore pas la mondialisation de l'économie et n'en néglige pas les conséquences. Au contraire, fidèle à la vocation internationaliste originelle du mouvement syndical confédéré, le Congrès considère que ce mouvement s'inscrit pleinement dans la volonté des salariés du monde entier de ne pas subir les conséquences présentées comme inéluctables par les partisans de la prééminence supposée définitive du libéralisme économique (FO96).

Contrairement à la CFDT, mais proche du sentiment de la CFTC pour qui «le modèle social européen se délite», Force Ouvrière est très sceptique quant à la survie du modèle social européen dans un environnement mondial dominé par le libéralisme :

Celle-ci [l'Europe] n'apparaît plus en revanche, au regard des tenants de l'économie libérale et de la mondialisation de l'économie, comme une référence à imiter mais comme une région du monde condamnée à choisir entre ses acquis sociaux et sa prééminence économique (FO2000).

Fidèle à l'*internationalisme* du Monde ouvrier, issue de la vieille tradition *internationaliste*, comme elle aime le rappeler, la CGT-FO entend continuer à traiter des questions supranationales avec le vocabulaire de l'international :

Pour le Congrès ce qui est en cause n'est pas l'internationalisation mais les conditions actuelles de sa réalisation qui conduisent à l'accroissement des inégalités, à une concentration des pouvoirs privés et à une dilution-régression de la démocratie (FO2000).

Mondialisation ?

Première constatation, les centrales syndicales mobilisent très peu le mot *mondialisation*. C'est la CFDT qui l'emploie le plus, mais ses occurrences sont focalisées sur un congrès, celui de 1998. Seconde constata-

tion, exception faite de Force Ouvrière chez laquelle le terme est univoque, le discours syndical révèle un usage à facettes. Selon les premières attestations, de 1988 (*mondialisation de l'économie*, CFDT), 1989 (*mondialisation des entreprises*, CGT) et 1990 (*mondialisation des échanges et des opérations monétaires*, CFTC), décrivant un processus de développement inégalitaire dominé par les intérêts des entreprises, c'est la connotation négative qui prévaut. À partir du milieu des années 1990, le terme cumule au moins quatre valeurs, parfois dans le même paragraphe à la CFDT. De négatif, il vacille vers un sens quasi neutre, la CGT le cantonne dans un usage technique, c'est la référence à une évolution historique logique et inéluctable, mais qui doit être « ordonnée » et « maîtrisée » à la CFDT, « humanisée » à la CFTC, pour dévoiler, *in fine*, un sens positif. *Mondialisation* est un mot qui n'annonce pas la couleur.

Y a-t-il coexistence entre mondial et international ?

À la CGT, la présence de *mondialisation*¹³ n'influe pas sur l'environnement du terme *international*¹⁴ qui est d'une grande stabilité d'emploi (l'adjectif au masculin singulier, *international*, est même de base). Le domaine le plus représenté est celui de l'activité syndicale (*action/activité/solidarité internationale, organisations syndicales internationales, mouvement syndical international*), il attire dans son voisinage *paix, démocratie, liberté*. Un important registre économique est présent qui traite des *relations économiques, des échanges internationaux, des grands groupes internationaux, des monopoles internationaux, d'un NOEI* et du besoin d'établir de *nouveaux rapports internationaux : entente, coopération, indépendance et avantage réciproque* figurent comme cooccurents majeurs. Absente des résolutions de congrès de la CFDT, la forme *dette* est attestée vingt-six fois à la CGT, la question de la « charge insupportable de la dette des pays en voie de développement » est inscrite dans les résolutions depuis le Congrès de 1985. Et la lexie, aujourd'hui figée, *annulation de la dette des pays du Tiers-Monde*, s'y lit à partir du Congrès de 1989. Un dernier volet concerne les institutions internationales (OIT

13. Se reporter au tableau 1 en annexe pour repérer par congrès (à l'intérieur d'un même congrès) l'emploi des deux termes. La taille des textes varie d'un congrès à l'autre et selon les confédérations, les fréquences ne sont donc pas comparables telles quelles.

14. Pour une étude approfondie de la question : J.-M. Pernot, 2001, *Dedans, Dehors – La dimension internationale dans le syndicalisme français*, doctorat en Science politique, Université Paris 10 Nanterre, 2 volumes.

surtout) où se réitère la demande d'imposer de (*nouvelles*) *normes (sociales) internationales*, lexie attestée depuis 1975 sous différentes versions. Notons que lors de son dernier congrès confédéral, la CGT a intégré dans ses résolutions la revendication de «taxation des mouvements internationaux de capitaux spéculatifs» et l'appel à la «reconstruction d'un syndicalisme international indépendant dynamique et efficace».

International présente également un profil d'emploi régulier à la CFTC et à Force Ouvrière, il entre dans les registres traditionnels de chacune des centrales. Ainsi, pour FO, il faut «faire respecter les normes internationales du travail de l'OIT» et «renforcer la solidarité internationale du syndicalisme pour faire barrage et contrepoids au capitalisme libéral».

Par contre, à la CFDT, la référence à la dimension syndicale internationale, forte dans les années 1970 (*action syndicale internationale, dimension internationale de la lutte, nouveaux rapports internationaux fondés sur l'égalité, organisations syndicales internationales, lutte contre le capitalisme international*) connaît un fléchissement net à partir du Congrès de 1982. Et tout en faisant jeu égal avec *mondial* en 1998 (voir plus haut), son emploi contextuel est différent. Il faut remonter à 1985 pour pointer *solidarité internationale*, à 1979 pour trouver *organisations syndicales internationales* et à 1976 pour lire la revendication de *nouveaux rapports internationaux fondés sur l'égalité* et l'appel à la *dimension internationale de la lutte*... Désaffection thématique concomitante de la baisse d'emploi de *pays* à partir du Congrès de 1988 (date de la dernière attestation de la lexie *pays du Tiers-Monde*). Sur les trois occurrences de *pays* en 2002 (en net sous-emploi dans le corpus CFDT partitionné par congrès), une seule concerne les pays autres qu'européens, quand le propos évoque la concurrence mondiale des «pays émergents».

L'analyse contextuelle met par ailleurs en évidence l'importance pour les organisations syndicales, quoique sur le tard et dans une moindre mesure à la CGT, du modèle social européen, qu'elles opposent au modèle libéral américain. Deux visions du monde, occidentales.

Le Grain de sable

Pour compléter cette étude lexicale, nous nous sommes penchée sur les discours véhiculés par ATTAC¹⁵. Dans sa plateforme constitutive adoptée

15. Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens. Elle est créée suite à l'éditorial d'Ignacio Ramonet «Désarmer les marchés» paru dans le

en juin 1998, l'Association se fixe comme objectif de «produire et diffuser de l'information pour agir en commun» afin de «se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde». Étant donné les liens existants avec de nombreux acteurs syndicaux, institutionnels ou pas, nous avons considéré pertinent de croiser les regards sur l'usage du terme *mondialisation*¹⁶.

Ce corpus ATTAC¹⁷ est constitué des numéros 108 (5 février 2000) à 363 (17 septembre 2002) du *Courriel d'information ATTAC*¹⁸. Les numéros, saisis dans leur intégralité, représentent un ensemble textuel de 1 679 968 occurrences, soit un peu plus que le corpus SYND. Avec ces textes, nous avons affaire à un discours militant qui clarifie pour convaincre et rassembler, le sens de *mondialisation* n'y est jamais ambigu. Recensé 1 193 fois, il se situe au 16^e rang de l'index lexicométrique juste derrière *mondiale* (1 262 occ.), *monde* (2 192 occ.) occupant le 5^e rang.

De nombreuses assertions posent que le «mouvement antimondialisation n'est pas mondialophobe», que la lutte se mène «contre les méfaits de la mondialisation sauvage et non contre la mondialisation tout court», qu'il y a «dans le domaine de la mondialisation, un accusé : l'ultra-libéralisme», que «nous ne sommes pas contre la mondialisation mais nous voulons une mondialisation solidaire». Dès lors, les groupes nominaux vont se répartir en deux ensembles antagonistes : l'*autre mondialisation* celle que l'on souhaite et *cette mondialisation-là* que l'on refuse. À l'actuel processus de mondialisation «exclusif et totalitaire», est opposé un processus de mondialisation «incluant et démocratique».

Cette mondialisation

Deux lexies dominent : *mondialisation libérale* (F = 240) et *mondialisation néolibérale* (F = 65). Le syntagme (*lutter*) *contre la mondialisation*

Monde Diplomatique de décembre 1997. Ses statuts ont été adoptés en juin 1998 pour l'Association française, et en décembre de la même année pour ATTAC International. L'association compte aujourd'hui 30 000 membres et 200 comités locaux dans 33 pays.

16. Ch. Aguiton, 2001, *Le Monde nous appartient*, Paris, Plon.

17. Le *Grain de sable* est constitué de textes de provenances diverses et de statuts différents, c'est un organe qui permet les échanges d'informations et les confrontations d'idées, il ne diffuse donc pas une expression homogène. Dans chaque courriel, on peut lire l'avertissement suivant : « Les documents publiés n'engagent pas l'association ATTAC sauf mention contraire. Ils peuvent représenter l'opinion de groupes thématiques, de personnes ou d'autres organisations. Il s'agit avant tout de pouvoir profiter des expertises et des idées disponibles afin de construire, ensemble, cet autre monde possible, de nous réapproprié notre avenir ». Pour plus d'informations : ATTAC, *Tout sur Attac*, 2002, Paris, Mille et Une Nuits. Courriel : attac@attac.org, Site Internet : <http://attac.org>

18. Le premier bulletin aux adhérents « Lignes d'ATTAC » est sorti en avril 1999. *Grain*

(libérale/néolibérale) est attesté 155 fois. Les verbes et substantifs cooccurrents décrivent ses effets, «maladies de la mondialisation»: *dette, faim, malnutrition, épidémies, sida, inégalités criantes, misère, analphabétisme, exclusion, pauvreté, précarité, recolonisation économique, esclavage, chômage, violences, guerres...*, ou appellent à s'y opposer: *lutte(s), combat, contestation, résistances citoyennes et populaires, opposition, mondialisation des (de nos) résistances, résistance(s) à la mondialisation...*

Elle se lit aussi à travers d'autres lexies: *mondialisation financière, mondialisation capitaliste, (actuel) processus de mondialisation (libérale), mondialisation de l'économie, mondialisation économique, mondialisation actuelle, mondialisation du capital, mondialisation au service des entreprises, mondialisation des entreprises, mondialisation excluante, mondialisation des marchés, mondialisation du commerce international, mondialisation nécessaire aux multinationales, mondialisation imposée par les transnationales, mondialisation pilotée par les entreprises, mondialisation basée sur le profit, mondialisation recolonisatrice, mondialisation sauvage et surtout injuste, mondialisation incontrôlable, cette mondialisation qui accroît les inégalités...*

Cette mondialisation, c'est le cœur du système avec sa «société civile d'en haut», son Forum économique mondial de Davos, et ses *pays (les plus) riches, pays (les plus) industrialisés, grands pays industrialisés, pays européens, pays (capitalistes) développés, pays créanciers, pays du G7/G8/G15, pays du Nord, pays du Quad, pays occidentaux, pays dominants...*

Autre mondialisation, autre monde

En face, le segment le plus fréquemment rencontré est *autre mondialisation*, qui forge le mot d'ordre *une autre mondialisation est possible*, et donne lieu à des expressions nominales plus longues: *société civile pour une autre mondialisation, construire une autre mondialisation, mouvement/appel pour une autre mondialisation, une autre Europe pour une autre mondialisation, autre mondialisation basée sur la coopération et la solidarité*.

Ses caractéristiques sont définies dans de nombreux courriers :

- construction d’une réelle mondialisation
- habiter autrement la mondialisation
- autre visage possible de la mondialisation
- mondialisation alternative
- mondialisation recentrée sur l’homme
- devenir acteurs du processus de mondialisation
- mondialisation basée sur l’échange et le progrès
- mondialisation basée sur une entente des peuples
- mondialisation solidaire
- mondialisation multipolaire
- mondialisation sociale et éthique
- mondialisation socialement juste et écologiquement dure
- le visage de la mondialisation doit être social
- une mondialisation à visage humain
- une mondialisation sociale...

S’oppose à cette *mondialisation libérale* qui ne profite qu’à une minorité, l’*autre mondialisation*, celle de la périphérie avec sa « société civile d’en bas », son Forum social mondial de Porto Alegre, forte du potentiel de mobilisation de *la plupart des pays du monde : pays pauvres, pays pauvres très endettés (PPTE), pays endettés, pays dépendants, pays du Sud, pays d’Afrique, pays africains, pays latino-américains, pays ACP, pays du Tiers-Monde, pays en (voie de) développement, (PED et PVD), pays les moins avancés, pays les moins développés, pays émergents, pays intermédiaires...*

Nous pouvons lire dans le tableau 2 en annexe les vingt-cinq premières formes lexicales des corpus ATTAC et SYND. Seules sept d’entre elles figurent sur les deux listes : *travail, pays, développement, politique, droits, entreprises et économique*. En tête des fréquences, le *nous* associatif du discours d’Attac fait face aux désignants sociaux traditionnels du registre syndical, *salariés et travailleurs*. Le discours d’Attac est spécifié par *pays* quand le discours syndical l’est par *travail*. L’usage de *développement* est de niveau équivalent. Le tableau 3 « Analyse des spécificités »¹⁹ donne le

19. La méthode des spécificités a été mise au point par P. Lafon, 1984, *Dépouillements et statistiques en lexicométrie*, Genève-Paris, Slatkine-Champion. Sur la méthode et sur la notion de spécificité lexicale, voir les articles de P. Lafon, « Sur la variabilité de la fréquence des formes dans un corpus » ; d’A. Geffroy, « Trois successeurs de Marat pendant l’été 1793 : analyse lexicométrique des spécificités » ; M. Tournier, « D’où viennent les fréquences de vocabulaire ? La lexicométrie et ses modèles », *Mots*, 1, 1980, Paris, Presses de Sciences Po, p. 127-165, 167-187 et 189-209.

profil d'emploi dans SYND par décennies des formes de la liste Attac, présentée ci-dessus, attestées au moins cent fois dans SYND. La forme *nous* avec un coefficient de spécificité positive remarquable de cinquante et un en dernière période dessine un profil d'emploi à la hausse. Cette forte progression du pronom²⁰ joue à l'inverse de *travailleurs/salariés*, mais surtout de l'autodésignation syndicale, notamment à la CFDT et à la CGT. Cinq autres formes, *monde*, *travail*, *services*, *personnes* et *Europe*, voient leur usage à la hausse, alors que *pays*, *gouvernement* et *politique* accusent une forte baisse d'emploi, formes suremployées, par contre, dans la décennie 1970²¹.

Pris entre la défense des acquis sociaux des salariés malmenés des pays riches et la nécessité d'élaborer des revendications progressistes qui fassent sens à l'échelle du monde, qui ouvrent des perspectives d'actions syndicales internationales découvrant des alternatives viables pour la «planète et tous ses habitants», le discours syndical peine à (re)trouver ses marques. Réguler, humaniser ou transformer l'économie-monde? Le discours, politique et citoyen, d'Attac n'hésite pas qui invite à l'action dans tous les azimuts: «MONDIALISONS LA LUTTE, MONDIALISONS L'ESPOIR!».

20. *Mots*, 10, Mars 1985, «Le *nous* politique», Paris, Presses de Sciences Po.

21. *Le syndicalisme à mots découverts – Dictionnaire des fréquences (1971-1990)*.

Tableau 1 : Ventilation par congrès des termes *mondial* et *international*

CFDT	1970	1973	1976	1979	1982	1985	1988	1992	1995	1998	2002	Total
mondial	6	3	6	5	0	1	0	0	3	3	0	27
mondiale	3	1	4	3	1	1	2	1	2	7	2	27
mondialisation	0	0	0	0	0	0	1	0	4	19	2	26
internationale	6	11	20	21	1	2	1	0	1	5	0	68
international	7	8	1	8	0	2	6	5	4	8	0	59
internationales	3	3	4	3	1	2	1	1	1	6	0	25
internationaux	1	5	6	1	2	1	1	3	0	4	1	25
internationalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3

CFTC	1971	1973	1975	1977	1979	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	Total
mondiale	0	0	1	0	3	0	4	4	4	8	6	12	42
mondial	0	0	0	0	0	0	1	4	3	2	3	3	16
mondialisation	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4	1	9	15
mondiales	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	3
mondialiser	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
mondialisée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
mondiaux	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
internationale	3	6	1	1	7	4	8	9	7	3	3	9	61
internationales	2	5	2	0	5	6	8	7	7	0	1	2	45
international	1	2	2	1	4	4	7	7	4	0	1	7	40
internationaux	4	3	1	1	3	3	2	5	3	0	1	2	28
internationalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	4

CGT	1972	1975	1978	1982	1985	1989	1992	1995	1999	Total
mondial	5	1	12	20	12	3	3	6	2	64
mondiale	4	4	2	10	9	7	3	5	7	51
mondiales	0	0	0	0	1	2	2	0	1	6
mondialisation	0	0	0	0	0	1	0	0	4	5
mondialiste	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
internationale	13	17	32	47	42	29	16	6	8	210
internationales	9	10	11	25	42	38	14	11	10	170
international	10	6	13	28	27	36	20	11	10	161
internationaux	8	6	9	7	20	11	11	2	2	76
internationalisation	3	2	2	1	1	2	1	0	1	13
internationalisme	0	0	2	1	0	0	0	0	0	3
internationaliste	0	0	0	0	1	0	1	0	0	2
internationalistes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1

FO	1971	1974	1977	1980	1984	1989	1992	1996	2000	Total
mondiale	5	2	3	7	6	1	5	5	2	36
mondial	3	4	3	3	2	0	1	2	0	18
mondiaux	0	0	3	2	1	0	0	1	0	7
mondiales	1	0	2	1	0	0	0	0	0	4
mondialisation	0	0	0	0	0	0	0	2	1	3
internationale	3	6	6	11	9	0	1	5	5	55
international	8	9	2	5	5	0	9	0	4	42
internationales	3	4	3	6	2	2	9	3	4	36
internationaux	2	0	1	3	2	0	1	3	1	13
internationaliste	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3
internationalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
internationalisme	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1

Tableau 2 : Index fréquentiel des 25 premières formes lexicales

SYND = 1 015 407 occurrences

travail	4516
salariés	3469
travailleurs	3396
développement	2518
CGT	2517
action	2491
sociale	2474
formation	2298
congrès	2286
politique	2268
emploi	2154
entreprises	1962
entreprise	1934
pays	1873
moyens	1856
vie	1811
conditions	1782
économique	1662
droit	1551
droits	1429
syndicale	1393
besoins	1351
temps	1342
organisations	1320
pouvoir	1287

ATTAC = 1 679 968 occurrences

nous	6478
pays	5673
ATTAC	4409
OMC	2279
monde	2192
développement	2166
politique	1766
dette	1574
travail	1526
droits	1485
services	1429
gouvernement	1388
politiques	1362
France	1282
mondiale	1262
mondialisation	1193
économique	1187
personnes	1176
femmes	1164
marché	1109
entreprises	1108
Europe	1078
système	1052
FMI	1032
international	1026

Tableau 3 : Analyse des spécificités sur le corpus SYND (1 015 407 occurrences) divisé en trois parties : années 70 (273 317 occ.), années 80 (459 254 occ.), années 90 (282 836 occ.)

Forme	F	f1	f2	f3	
nous	936	58 -E51	362 -E05	516 +E51	
pays	1873	519	990 +E12	364 -E17	
monde	558	113 -E04	214 -E04	231 +E12	
développement	2518	613 -E03	1216 +E03	689	
politique	2268	816 +E21	955 -E03	497 -E11	
travail	4516	1100 -E05	1960 -E03	1456 +E11	
droits	1429	339 -E03	720 +E05	370	
services	764	116 -E15	332	316 +E16	
gouvernement	478	181 +E07	210	8 -E07	
politiques	658	191	244 -E05	223 +E04	
France	634	127 -E05	340 +E05	167	
mondiale	156	35	52 -E03	69 +E06	
économique	1662	435	784	443	B
personnes	345	67 -E04	107 -E08	171 +E17	
femmes	538	129	240	169 +E02	
marché	303	68 -E02	149	86	
entreprises	1962	404 -E11	981 +E05	577	
Europe	553	112 -E04	204 -E05	237 +E14	
système	792	295 +E11	312 -E04	185 -E03	
international	302	92	127	83	B

Le programme des spécificités permet de porter un jugement sur la fréquence de chaque forme pour chaque partie par rapport à sa fréquence totale dans le corpus. Plus l'indice de spécificité est élevé, plus la probabilité est petite, plus la spécificité est significative d'un suremploi (+) ou d'un sous-emploi (-). La présence du « B » en fin de ligne signale un usage régulier sur les trois périodes pour la forme.

F = la fréquence totale de la forme dans SYND, f1 = la fréquence de la forme dans la première décennie, f2 = la fréquence de la forme dans la deuxième décennie, f3 = la fréquence de la forme dans la troisième décennie.